

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS UNISSONS-NOUS ! » (Karl MARX)

L'Étincelle

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*



PSA

Lundi 30 septembre 2013

Un gouvernement qui Valls avec Le Pen

Le ministre de l'Intérieur Manuel Valls chasse décidément sur les terres du Front National. C'est ce qu'a révélé sa récente déclaration sur les Roms, qu'il faudrait selon lui renvoyer dans leurs pays d'origine, car ces personnes auraient des « *modes de vie extrêmement différents des nôtres* ». Il a bien dit « différents » ? Les riches portant Rolex au poignet et partant en vacances sur des yachts privés ont bien un mode de vie différent du nôtre, mais Valls ne parle pourtant pas de les expulser.

Une démagogie raciste en vue des municipales

Non. Le gouvernement socialiste préfère s'en prendre aux Roms. Et pas seulement en propos odieux. Lors de la campagne électorale de 2012, François Hollande avait pourtant condamné la pratique des expulsions forcées. « *Je souhaite que, lorsqu'un campement insalubre est démantelé, des solutions alternatives soient proposées* », avait-il déclaré. Encore une promesse non tenue, puisque le nombre d'expulsions de campements et de squats n'a fait qu'augmenter, sans que pour autant on ne voie la couleur des « solutions » promises. Reste une politique raciste et une chasse aux plus pauvres transformés en boucs émissaires.

À l'approche des élections municipales, les candidats de droite comme de gauche n'hésitent pas à renchérir sur le terrain de la démagogie anti-Roms. Et parfaitement mensongère. Les Roms sont moins de 20 000 en France, chiffre stable depuis une décennie. Ce pays de 65 millions d'habitants aurait mille fois les moyens d'accueillir correctement et sans problèmes cette infime minorité au lieu de les reléguer d'un minidonville à l'autre au fil des expulsions.

Ce sont la pauvreté et les discriminations qui poussent les Roms à quitter leurs pays d'origine. Aucun dispositif public n'est prévu en France pour les accueillir, les forçant à s'installer dans des campements aux abords des grandes villes. Ce n'est pas pour des raisons « culturelles » qu'ils vivent dans ces conditions ! Eux aussi aspirent à une vie « normale ». Mais jusqu'à présent, ceux de nationalité roumaine ou bulgare n'ont pas le droit d'exercer en France le métier de leur choix. Reste les métiers de ferrailleurs, de chiffonniers ou la mendicité forcée.

Quant aux aides sociales, les Roms n'en perçoivent aucune. En tant que ressortissants européens, ils ne sont autorisés à rester en France au-delà de trois mois que s'ils disposent de revenus de subsistance jugés suffisants. Comme c'est rarement le cas, ils tombent dans l'irrégularité, donc dans la marginalité avec l'expulsion à l'appui.

Valls et ses pareils distillent les préjugés, mais les travailleurs savent aussi raisonner

On nous présente les Roms comme des mendiants, voire des charpardeurs. Mais qui sont les grands mendiants de cette société, sinon les patrons qui ne cessent de réclamer des aides ? Et qui nous vide vraiment les poches, sinon ceux qui nous font travailler plus pour les mêmes salaires de misère ? Qui sont les pickpockets, sinon ce gouvernement qui s'apprête comme l'ancien à faire main basse une fois de plus sur nos retraites, entre autres ?

Les préoccupations des Roms sont bien plus proches des nôtres que celles des bourgeois qui n'ont rien à craindre des politiciens démagogues, de la gauche à l'extrême droite. Comme nous, tous les jours, ils cherchent à assurer leur subsistance. Même si pour beaucoup ils sont éloignés du travail (en fait tenus éloignés par les règlements pondus par les autorités françaises), ils font partie de notre classe sociale. Une classe sociale que nos adversaires aimeraient bien voir divisée, désorientée et minée par leur propagande raciste.

À nous de refuser de partager les sales préjugés de ceux qui nous gouvernent et nous exploitent. À nous de discerner nos véritables adversaires. Les licenciements, le chômage, ce ne sont certainement pas les Roms qui en sont responsables.

Le 3 octobre : poursuivons la lutte !

La CGT et d'autres appellent à se mobiliser dans tout le groupe le 3 octobre.

S'il y a encore de la place, c'est bien pour la grève et pour forcer la direction à reculer encore lors des négociations. Elle ne comprend que ça.

Profitions-en, c'est maintenant que nous avons l'occasion de mener une lutte tous ensemble, sur tous les sites, afin que personne ne reste seul, usine par usine, face aux dirigeants du groupe.

Tout et n'importe quoi pour faire passer la pilule

Le 24 septembre, Varin a présenté ses « engagements » sur l'emploi en « contrepartie » des reculs sociaux que nous devrions accepter. PSA promet d'investir 1,5 milliard d'euros en 3 ans dans ses usines françaises et produirait un million de véhicules sur le territoire en 2016.

Mais en réalité, si on regarde bien, aucune garantie de maintien de l'emploi n'est précisée, et pour la production, ce n'est pas un « engagement » mais une « *prévision qui reste soumise à la validité des hypothèses de marché* ». Bonjour l'engagement PSA.

Mais où sont les « contreparties » de la direction ???

La direction nous appelle à faire des sacrifices pour sauver le groupe (traduire : sauver les profits des actionnaires). Ça fait des mois qu'elle nous bassine sur de légendaires « compensations » : on allait voir ce qu'on allait voir... À la 12^{ème} réunion, le PDG a enfin pondu ses prétendues « contreparties »...

Résultat : les boîtes de vitesse nouvelle génération ne seront pas fabriquées à PSA Valenciennes mais par des sous-traitants. PSA Rennes devra attendre 2017 pour peut-être avoir un nouveau véhicule. De plus, et comme prévu, une étude doit être lancée sur la possibilité de supprimer des lignes de production à Poissy et Mulhouse...

Selon la CGT, les remplaçantes des C3 et C4 ne seraient pas fabriquées à Poissy et Mulhouse. Pour Poissy il y aurait un nouveau véhicule, mais que valent les promesses de la direction une fois l'accord signé ? Et, pour 2014 à Poissy, les volumes de production annoncés entre 240 000 et 270 000 restent dépendants des caprices du marché et des entourloupes de la direction.

Toutes les raisons de se battre

Dans le cadre des accords compétitivité, la direction promet de recruter en alternance 2 000 jeunes dans 2 ans sans aucun engagement de CDI à la clé. Elle ne promet qu'une hypothétique revalorisation des salaires par la prime d'intéressement, par définition incertaine puisque dépendante des résultats du groupe.

À côté de ça, la direction maintient les salaires gelés, la réduction des primes (ancienneté et ACCAC), la baisse de majoration d'heures sup et samedi

travaillés, la baisse de l'indemnisation des jours chômés, la modification du système des compteurs à notre détriment, les mobilités forcées... et encore combien d'autres sales coups ?

Continuons la mobilisation !

Le 18 septembre, 2 500 ouvriers débrayaient : 600 à PSA Sochaux, 600 à Vesoul, 470 à Poissy... Le reste à Mulhouse, Tremery, Valenciennes, Saint-Ouen et dans bien d'autres sites. Les discussions et rassemblements en ateliers ont continué la semaine suivante toujours à Poissy, Sochaux, Tremery ou Saint-Ouen, et ce malgré les pressions de plus en plus insistantes de certains syndicats qui ratissent les ateliers pour dissuader les salariés.

En tout cas, ce sont deux semaines bien pénibles pour la direction et bien encourageantes pour tous les salariés de PSA.

Le chef s'agite loin de son bocal

À PSA Poissy, la journée réussie de débrayage le 18 a fait courir dans tous les sens la multitude de grands et petits chefs. Ils ont dû remplacer des grévistes sur chaînes, produire coûte que coûte à vitesse réduite et au détriment de la qualité. Cette qualité qui, en temps normal, leur tient tant à cœur, ils l'imposent plus facilement aux autres qu'à eux-mêmes.

Inquiets, ils sont parfois devenus tout mielleux avec certains salariés solidaires des débrayages et leur ont fait miroiter des promotions et autres carottes... Pas sûr que cette démagogie improvisée marche, mais leur agitation nous a fait bien rigoler.

La colère n'a pas arrêté de s'exprimer

Partout dans le groupe, les discussions entre salariés ont lieu sur les attaques de la direction : la semaine dernière à Poissy au Montage B3 et B2, il y a eu des rassemblements à la pause sur les deux Systèmes. Pareil à Saint-Ouen sur 2 équipes.

Il y a eu aussi des débrayages pour maintenir la pression avant la journée d'action du 3 octobre. Le mercredi 25 à PSA Tremery à l'appel de la CGT, CFDT et SUD, près de 250 salariés ont débrayé. Le même jour à PSA Sochaux, 110 ouvriers s'y sont mis aussi au Montage Peinture.

Ouvriers, techniciens, cadres : tous ensemble !

Mardi dernier, plus de 180 travailleurs du Centre Technique de PSA La Garenne ont débrayé à l'appel de la CFDT et de la CGT. Ce site, composé surtout de cadres et de techniciens, n'a pas l'habitude des grèves. Cette mobilisation a donc été une première depuis plusieurs décennies.

C'est bien la mobilisation de tous que redoute la direction et c'est dans ce sens qu'il faudra continuer pour défendre nos intérêts.